
Le discernement. Une approche casuistique des énoncés d'opinion publique

Discernment. Casuistry approach of public opinion's statements

El discernimiento. Para una aproximación casuística de los enunciados de la opinión pública

Mathieu Brugidou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/22680>

DOI : 10.4000/mots.22680

ISBN : 978-2-84788-893-5

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 9 mars 2017

Pagination : 93-114

ISBN : 978-2-84788-892-8

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Mathieu Brugidou, « Le discernement. Une approche casuistique des énoncés d'opinion publique », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 113 | 2017, mis en ligne le 09 mars 2019, consulté le 04 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/mots/22680> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.22680>

© ENS Éditions

Le discernement. Une approche casuistique des énoncés d'opinion publique

Introduction

Le Grenelle de l'environnement s'est voulu un tournant décisif dans les politiques publiques consacrées à l'environnement. Bien que ce dispositif ait pu donner lieu à des évaluations mitigées (Boy et *al.*, 2012), il consacre en France le retour sur l'agenda des politiques énergétiques et de la question des économies d'énergie sous de nouveaux atours. Les économies d'énergie y sont définies comme une solution aux problèmes du changement climatique et de l'épuisement des ressources fossiles (Zittoun, 2013). Déployant des instruments d'information et d'incitation opérant dans l'espace public comme sur le marché, il consacre une large place à la figure du « consommateur-citoyen », débattant, d'une part, des choix énergétiques à travers la thématique de la démocratie écologique, et optant, d'autre part, pour une « consommation durable » selon des considérations économiques et environnementales. La sensibilisation forte du public à ces thématiques apparaît comme un enjeu central pour de telles politiques. La diffusion dans le public d'énoncés articulant des valeurs, des normes sociales et des actions favorables aux pratiques d'économie d'énergie participe en effet d'un nouveau régime d'énoncés (Foucault, 1969) : la diffusion d'une norme sociale s'accompagne de la mise en œuvre d'agencements langagiers inédits à grande échelle, qui constituent un nouveau vocabulaire des motifs (Mills, 1940) redéfinissant les frontières du dicible et de l'indicible. Ce nouveau régime d'énoncés légitime ces politiques publiques en même temps qu'il alimente dans le public des pratiques discursives destinées à favoriser la sobriété énergétique. Il constitue une des dimensions d'un dispositif plus large et hétérogène (Foucault, 1971) comprenant la diffusion de textes réglementaires (normes de régulation thermique), d'incitations économiques et fiscales et d'innovations techniques (matériaux d'isolation, lampe basse consommation, etc.) (Brugidou, Garabau-Moussaoui, 2013). Il s'avère

caractéristique de ce que F. Chateauraynaud appelle une phase de standardisation ou de « normalisation » d'une cause (Chateauraynaud, 2011, p. 186).

Cet article cherche à préciser les modalités sociolinguistiques de ces pratiques discursives autour de la réception, la transformation et la reprise des énoncés de la « solution » économie d'énergie par le public.

Il présente un dispositif d'enquête et un état des lieux permettant d'identifier des énoncés publics portant sur les économies d'énergie. En s'appuyant sur une approche grammaticale attentive à décrire les conditions de félicité des énoncés d'opinion publique (Boltanski, 1984), il caractérise ensuite la distinction entre des énoncés publics de *dénonciation*, justifiant ou remettant en cause les valeurs et/ou les modalités des politiques publiques d'économie d'énergie, et des énoncés de *stigmatisation*, visant à condamner un écart à la norme (ici les économies d'énergie).

Il cherche enfin à rendre compte de ce qui peut apparaître entre 2009 et 2013 comme un « desserrement normatif ». On entend par là le fait que les personnes, interrogées par le biais de questions ouvertes, semblent en 2013 condamner moins fermement la consommation excessive d'énergie. Selon nous, c'est notamment l'examen par les personnes interrogées des conditions de l'exercice concret de la norme, qui conduit celles-ci à différer ou à aménager son application pour des raisons qui leur apparaissent légitimes. Deux types d'arguments peuvent venir soutenir cette assertion :

- un argument empirique mis en évidence par l'analyse des données textuelles. L'analyse semble montrer une focalisation, plus forte en 2009 qu'en 2013¹, des énoncés sur le thème des économies d'énergie. En 2013 bien que les répondants stigmatisent moins les déviations et politisent toujours marginalement les questions d'économies d'énergie, ils en parlent néanmoins davantage et plus précisément.

- un parallèle théorique issue de la « nouvelle casuistique » et relevant de la sociologie morale. Selon Albert Jonsen et Stephen Toulmin, « l'ambition [des casuistes] n'est pas d'élaborer ou d'appliquer des principes pour décider [de questions en rapport avec la justice sociale] : ils se proposent simplement de construire une solution acceptable à un problème ponctuel » (Jonsen et Toulmin, 1988, p. 106).

Dans cette perspective, le « desserrement normatif » constaté serait à interpréter non comme un recul mais au contraire comme une forme d'approfondissement collectif, une « descente en généralité » (Rosanvallon, 2008, p. 465), à travers l'exploration tous azimuts des conséquences des politiques d'économies d'énergie par les publics de ces politiques. Cette hypothèse permet de dégager un troisième type d'énoncé public, qui s'apparente à l'exercice du *dis-*

1. Sans qu'on puisse strictement la mesurer compte tenu des méthodes d'enquête légèrement différentes (cf. note 3).

cernement et à une casuistique puisqu'il s'agit d'examiner les circonstances de l'action, avant d'opiner.

Dans une première partie nous allons décrire la méthode d'enquête et les caractéristiques des énoncés de dénonciation et de stigmatisation qu'elle a permis de recueillir. Puis nous allons nous attacher à décrire les énoncés de discernement et tenter d'en dégager la grammaire. Ce travail se clôt par une présentation analytique des énoncés d'opinion publique dégagés et par une invitation à nous intéresser aux modalités de circulation des locuteurs entre ces différentes positions énonciatives.

Un dispositif expérimental pour identifier différents types d'énoncés normatifs

L'idée à l'origine du dispositif d'enquête longitudinal mis en place est assez simple : elle consiste à évaluer la force d'une norme et l'étendue de sa diffusion à partir de l'analyse de la réprobation que les écarts à la règle suscitent dans le public. Patrick Pharo rappelle que déjà Durkheim propose de trouver un « réactif qui oblige en quelque sorte les règles morales à traduire extérieurement leur caractère spécifique, et le réactif envisagé consiste à chercher ce qui arrive quand ces diverses règles sont violées » (Pharo, 2014, p. 165).

Dispositif expérimental et méthode d'analyse

L'enquête s'appuie sur un protocole expérimental faisant une large place aux questions ouvertes². Une de ses particularités est d'introduire une dimension diachronique dans le recueil et l'analyse des questions ouvertes. Cette dimension temporelle répond à la fois à une conception des publics formés par les controverses et la trajectoire des arguments et des causes (Chateauraynaud, 2011) et à la problématique plus spécifique de la diffusion normative liée à la mise en œuvre d'une politique publique, ici les économies d'énergie (Pautard, 2009).

L'enquête réalisée en deux vagues (2009 et 2013) grâce à des méthodologies différentes (échantillons aléatoire et par quotas) mais qui n'interdisent pas la comparaison, porte sur la perception des enjeux énergétiques et les pratiques d'économies d'énergie dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

2. Ces deux vagues ont été réalisées dans le cadre d'un programme de recherche d'EDF R&D. Première vague en avril 2009 par l'Institut LH2. Échantillon de 2 100 personnes, âgées de 18 ans et plus habitant dans la région PACA. Les trois sous-échantillons ont été construits selon la méthode aléatoire. Enquête par téléphone fin avril 2009. Deuxième vague en 2013 par l'Institut Somme toute. Échantillon de 1500 personnes, âgées de 18 ans et plus habitant dans la région PACA, méthode des quotas. Enquête par téléphone.

(PACA) ³. Elle posait une question ouverte destinée à recueillir les raisons (bonnes ou mauvaises) selon les personnes interrogées, de ne pas faire des économies d'énergie :

« À votre avis, pour quelles raisons certaines personnes pensent que ce n'est pas important de faire des économies d'énergie ? » (Question ouverte)

Les formulations et le nombre de relances pour cette question ont été codifiés⁴. Les réponses ont été intégralement enregistrées et retranscrites. Les études précédentes ont en effet montré l'importance des consignes de relance et le caractère dialogique des énoncés de questions ouvertes (Achard, 1995 ; Caillot et Moine, 2001 ; Estryn-Behar, Leimdorfer et Picot, 2010 ; Leimdorfer, 2011). L'interaction dans un questionnement par sondage est à la fois dédoublée et étroitement bornée : une partie est jouée en coulisse, dans le registre du privé avec l'enquêteur, l'autre, en public sur la scène publique mais abstraite, et en quelque sorte vide, du questionnement d'opinion. Dans un énoncé d'opinion publique, la figure visée de « l'auditoire universel » (Perelman et Olbrecht-Tyteca, 1992) répond à la figure du citoyen, du sujet politique comme position énonciative dans laquelle se glisse avec plus ou moins de bonne volonté la personne interrogée. Cette position est, en quelque sorte, une position « forcée » par le dispositif, de la même manière que celui-ci cadre le problème des économies d'énergies à travers la focale de la norme : selon la formulation de la question, la position par défaut, sinon normale, est d'économiser l'énergie ; y déroger mériterait une explication.

L'analyse des réponses, suivant l'approche de L. Boltanski à propos de la dénonciation, a consisté à qualifier la *grammaire* de ces actes de langage (Boltanski, 1984). Dans le cadre de la sociologie pragmatique, telle qu'elle a été notamment formulée en France par Boltanski à la suite des travaux de Latour sur la notion d'actant (Boltanski, 1984, p. 7, note 14), l'action peut être décrite comme une épreuve définissant des positions actantielles. Cette épreuve, bien qu'elle suive des règles ou plus exactement des conditions, est toujours susceptible d'échouer. La dénonciation comme tout acte de langage peut en effet s'avérer *malheureuse* pour reprendre l'expression d'Austin et ne pas être reçue par son public : elle peut être par exemple requalifiée en stigmatisation, c'est-à-dire en dénonciation au sens « privé » du terme, en *délation* (Boltanski, 1984)⁵.

3. L'enquête porte sur la région PACA. Celle-ci se révèle un territoire particulièrement intéressant pour cette étude du fait des problèmes d'alimentation électrique et de sûreté du réseau (l'Est de PACA a notamment connu une coupure au cours de l'hiver 2008) mais aussi d'un conflit d'aménagement (arrière-pays et Var) autour du projet de Très haute tension (THT) Boute Carros et de nombreuses actions de sensibilisation aux économies d'énergies menées par les collectivités locales mais aussi par les distributeurs d'électricité ou par l'organisme chargé du réseau THT Réseau de transport d'électricité et de son équilibre.
4. Selon la séquence suivante : question initiale, relance d'approfondissement (« C'est-à-dire ? »), relance en extension (« Et encore ? »), relance d'approfondissement, relance en extension.
5. Toutefois, il ne s'agit dans notre dispositif de question ouverte que d'un horizon, celui-ci ne met en œuvre, ni un jury notant la normalité des dénonciations, ni un groupe de discussion susceptible de s'opposer et d'alimenter une controverse (Duchesne, Haegel, 2010).

Par ailleurs, l'analyse du vocabulaire des émotions nous a permis d'identifier les *topoi* mobilisés dans ces énoncés de stigmatisation⁶ (Piolat et Ban-nour, 2009) en notant l'importance du vocabulaire du corps auquel le déviant est relégué (Brugidou, 2013). Ces travaux ont permis de caractériser les énoncés de stigmatisation visant à condamner les personnes n'économisant pas l'énergie, et de les distinguer des énoncés de dénonciation remettant en cause les principes soutenant la norme d'économie d'énergie ou la mise en œuvre des mesures d'actions publiques.

La comparaison entre les deux vagues d'enquêtes sur les économies d'énergie a mis en évidence deux nouveaux types d'énoncés :

- des énoncés de *discernement* instruisant les circonstances de l'action et suspendant le jugement visant à sanctionner un comportement ou à dénoncer une politique,
- des énoncés « résiduels » ne répondant à aucun de ces premiers critères.

Ces premières analyses ont permis d'identifier les caractéristiques grammaticales – au sens d'une grammaire actantielle – de ces énoncés. Nous avons dans un premier temps caractérisé la position de la force de *police* activée dans un énoncé de stigmatisation en la distinguant d'une position de *croisé* mobilisée dans la *dénonciation*, remarquant que cette opposition se superposait à la distinction proposée par Laurence Kaufman entre une sémantique du *On* et une sémantique du *Nous* (Kaufman, 2010 ; Brugidou 2013). En résumé, une analyse de contenu fait apparaître une différence thématique – ici sanctionner une déviance, là dénoncer une injustice – qui renvoie à une différence grammaticale (système d'actants) et à des différences sémantiques permettant de subdiviser la rhétorique de l'indignation en une rhétorique de la stigmatisation (*on-locuteur* de la parole sentencieuse, vocabulaire du corps) et une rhétorique de la dénonciation (un collectif politique mis en scène dans un *Nous*). Ce sont ces différentes caractéristiques qui nous ont permis d'indexer manuellement les énoncés de stigmatisation et de dénonciation et de faire apparaître un troisième type d'acte de langage qui nous paraît relever d'une grammaire du discernement.

Des énoncés zéro

Cette étude a par ailleurs attiré notre attention sur l'existence d'un quatrième type d'énoncé, résiduel en quelque sorte parce qu'il semble ne se définir que négativement : ce n'est ni un énoncé de stigmatisation, ni de dénonciation, ni de discernement. Pourtant, il constitue bien un type d'énoncé que nous pourrions qualifier, en reprenant la proposition de Roland Barthes à propos du degré zéro

6. Repérer les émotions dans les réponses présentant par ailleurs les propriétés grammaticales dégagées par les approches actantielles permet d'identifier de manière robuste un énoncé de stigmatisation (Brugidou, 2013).

de l'écriture, « d'énoncé zéro »⁷. Il s'agit en effet d'un énoncé apparemment amodal (non marqué ou neutre), « désaffecté » selon l'expression de Barthes, c'est-à-dire sans émotion et curieusement non réflexif. Barthes a aussi utilisé la notion de transparence, celle-ci permet de décrire notre position d'analyste/lecteur à propos de ces énoncés : « Ce déchiffrement, nous dit Barthes, ne donne lieu à aucune hésitation, aucune ambiguïté, aucune incertitude : la parole "transparente" implique en effet une lisibilité totale de l'énoncé, qui dans son "innocence" ne dissimule nulle intention, nul sens second, qui nécessiterait un travail plus attentif d'interprétation » (Zenetti, 2011).

Parce qu'ils ont les moyens de, heu... de ne pas le faire. Ben, ils ont les moyens de payer le bâtiment, ils font pas d'économies (Femme, 35-49 ans, aucun diplôme, 2009)

Il faut leur poser la question. [*Relance*] Ah, strictement aucune, euh... chacun doit avoir ses raisons propres et personnelles. (Homme, 35-49 ans, études secondaires, 2009).

Ces énoncés nombreux (36%) ne stigmatisent pas, ni ne dénoncent une politique injuste, pas plus qu'ils n'examinent sérieusement les circonstances pouvant expliquer l'(in)action, ils se contentent apparemment de reprendre de manière quasi-tautologique l'exposé du cas : ceux-là n'économisent pas parce qu'ils n'en ont pas besoin, parce qu'ils ne savent pas ou parce qu'ils n'y pensent pas. Dans leur neutralité même – ils se refusent à tout jugement individuel ou collectif, voire à considérer qu'il serait intéressant d'en instruire un – ils occupent pourtant une place bien précise en échappant au dispositif d'enquête dont ils refusent les cadrages et en ignorent les indications tacites de placement.

En répondant de manière scrupuleuse et droite, ils obliquent et débordent le dispositif. C'est pourtant bien à partir de cet énoncé « zéro » et de ce dispositif affecté de ces fuites multiples que nous détachons et caractérisons les énoncés d'opinion publique.

La tenaille normative : stigmatiser les déviances ou dénoncer un ordre injuste

Nous allons ici présenter à grands traits la différence entre des énoncés *stigmatisant* le fait de ne pas économiser l'énergie et des énoncés *dénonçant* le caractère injuste de l'injonction normative visant les économies d'énergie ou cherchant à défendre une nouvelle norme de sobriété énergétique perçue comme juste⁸. Dans ce dernier cas, la responsabilité n'est dès lors plus individuelle

7. Roland Barthes a utilisé plusieurs termes : il a parlé d'une écriture « blanche » comme on parle de voix « blanche », c'est-à-dire « désaffectée », sans émotion.

8. Cette description, résumée ici, est détaillée dans Brugidou, 2013.

mais collective et relève d'un traitement politique et non d'une condamnation d'actes individuels dérogeant à la norme.

Nous retrouvons ici la distinction proposée par Howard Becker entre différents types d'*entrepreneurs de morale* (Becker, 1985). Reprenant la perspective proposée par Boltanski dans la dénonciation, il s'agit de repérer des grammairies actantielles, d'identifier, d'un côté, l'action de « forces de police » chargées de faire appliquer la norme établie, sans chercher par ailleurs à la justifier. Cette action doit être distinguée, d'un autre côté, de l'action prosélyte de « croisés » intéressés à faire adhérer un sujet politique à une norme juste (ou à dénoncer un désordre injuste), c'est-à-dire (in)justifiable, et ainsi à le convertir deux fois : à la valeur qui soutient la norme et au collectif politique qui la promeut.

À ces différents types d'actions correspondent deux types d'énoncés, deux actes de langage distincts, qui construisent ou « maintiennent » deux types de collectifs (Kaufmann, 2010) : un collectif *a posteriori* – collectif politique formé par le rassemblement des volontés individuelles dans la *dénonciation* – et un collectif *a priori* – collectif hérité, communauté d'habitude ou de tradition, dans la *stigmatisation*.

Dans son versant discursif, la stigmatisation peut donc être considérée comme un acte de langage qui permet du même coup d'attester l'existence et la vigueur d'une norme dans un espace social donné. Cette propriété des normes d'être attestées indirectement par la stigmatisation s'avère particulièrement intéressante pour étudier des normes émergentes ou déclinantes.

L'analyse des données textuelles⁹ (Brugidou et Moine, 2010) a mis en évidence dans les réponses quatre types de récits, stigmatisant différents défauts, relevant d'un univers moral :

L'égoïsme. Des imbéciles des abrutis, égoïstes, voilà ben parce qu'ils sont abrutis égoïstes ! Ils réfléchissent pas. Ben parce qu'ils sont égoïstes des abrutis, c'est enregistré j'espère ? Je ne peux pas vous dire autre chose ! (Femme, retraitée, 65 ans et plus, études secondaires, 2009)

L'ignorance. Et puis écoutez, c'est vrai qu'ici, c'est un peu l'arrière-garde bon..., de l'intelligence et tout... Euh, si on avait une statistique du cerveau, [...] nous sommes pas vraiment euh, ici entourés de gens qui ont un niveau justement efficace sur le plan des neurones hein. S'il y avait des greffes des neurones, ça serait très, très bon. [D'accord, très bien madame]. Je suis vache. (Rires). (Femme, retraitée, aucun diplôme, 2013)

Mais aussi d'un univers matériel :

Le confort. Bon le confort quoi, on leur a pas expliqué, c'est une question de culture, on devrait apprendre ça à l'école ! On devrait apprendre ça tout jeune ! on devrait apprendre ça heu ! on a tort, on a pas les genres d'économie d'énergie, avant les gens se chauffaient au bois, avant les gens se chauffaient avec des choses mais

9. Logiciel Alceste. Reinert (1993).

maintenant ça y est tout arrive à la maison, c'est tout simple voilà quoi ! y a pas eu de culture là-dessus quoi ! (Homme, ouvrier, bac, 2009)

L'argent. Parce qu'ils ont les moyens de heu ils ont des gros moyens financiers et qu'ils s'en foutent royalement (Homme, retraité, bac, 2013)

L'analyse des réponses¹⁰ de stigmatisation a montré que le vocabulaire du corps constituait une métaphore puissante pour dénoncer des horizons repliés sur le corps propre. Il suscite des images particulièrement fortes pour stigmatiser la paresse, un point de vue étriqué, l'égoïsme, voire l'avidité, attachant à chaque partie du corps un défaut moral :

La tête pour la paresse ou la bêtise.

Elles n'ont pas envie de se prendre la tête avec ça. (2009)

Je n'ai pas un pois-chiche dans la tête. (2009)

Les yeux, le nez, le ventre pour l'égoïsme.

Je pense que les gens n'ont pas les yeux en face des trous, et qu'ils ferment les yeux. (2009)

Elles voient pas plus loin que leur bout de leur nez. Parce qu'elles voient pas plus loin que leur nombril. (2009)

La gueule pour l'avidité.

Bah parce qu'ils sont nés avec une cuillère d'argent dans la bouche ! (2009)

Ils pensent qu'à leur gueule ! (2009)

Le locuteur n'occupe pas la place du citoyen (un « je » revendiquant son opinion comme dans la dénonciation) mais celle d'un agent quelconque, membre d'une communauté d'habitudes et de pratiques, c'est pourquoi, comme dans les proverbes, il parle au nom du *On-locuteur* (Berrendonner, 1981). Il n'avance pas une opinion « politique », partageable par le collectif politique auquel il s'adresse mais il rappelle une norme en stigmatisant sa violation.

D'autres réponses ne sanctionnent pas des comportements individuels mais dénoncent une responsabilité collective. Luc Boltanski a décrit la dénonciation comme une tentative de montée en généralité, par un appel aux valeurs justifiant un ordre ou dénonçant son caractère injuste. Dénoncer implique d'activer une série de rôles actantiels : en dénonçant une injustice, le locuteur cherche à faire advenir une place discursive particulière, celle du collectif politique, un « Nous » fruit de l'agrégation des volontés individuelles, au nom d'une croyance dans une valeur partagée ou partageable (Boltanski, 1984 ; Kaufmann, 2002). Ce faisant, le locuteur dessine, en contre-point, la position du « je » qu'il tend à occuper, celle du sujet politique.

C'est peut-être des gens qui ne sont pas bien au courant [...] des ressources que nous avons et qui ne se rendent pas compte du manque d'énergie que nous allons avoir dans le siècle suivant, quoi [...] Ils seraient tous très concernés par ce problème-là [...] Nous essayons quand même de supprimer l'énergie atomique. Qui est

10. Logiciel Tropes <<http://www.tropes.fr/>> (consulté le 10 février 2017)

polluante, qui est dangereuse, quoi donc euh, euh, on aura..., une énergie certainement type panneaux solaires ou euh, éolienne, mais ça, il en faudra beaucoup pour satisfaire l'humanité. (Homme, cadre, Bac. + 4, 2013).

Cette première étude dont les résultats sont rappelés ici (Brugidou, 2013) a permis de vérifier l'intérêt de la distinction analytique proposée par Laurence Kaufmann entre une sémantique du *On* et une sémantique du *Nous* (Kaufmann, 2010) :

- d'une part, l'analyse fait apparaître la valeur différente de l'énonciateur comptant, ici, pour un sujet politique singulier, là, pour un agent social, entrepreneur de morale, faisant jouer de manière quasi-mécanique le ressort de la norme – à l'image de n'importe quel autre membre du groupe ;
- d'autre part, deux types d'action sont distingués, l'un qui tend à instituer et à distinguer dans une même énonciation un citoyen et un collectif politique à travers la critique, l'autre, double lui aussi, qui tend à renforcer la cohésion de la communauté en sanctionnant la transgression d'une norme.

Il paraît pourtant important de préciser que cette opposition analytique recouvre un continuum où se détachent des formes hybrides, dans la mesure où elles présentent à la fois des caractéristiques des énoncés de stigmatisation et des énoncés de dénonciation. L'analyse montre par exemple l'existence de forme de stigmatisation collective : ce n'est plus un individu qui est mis en cause mais un groupe d'individus (les *riches*, les *pauvres*, les *vieux* etc.).

C'est pas le particulier qui roule en voiture le dimanche qui va polluer, c'est plutôt l'industriel qui va rejeter énormément de gaz et enfreindre les réglementations. C'est surtout ça que je pense. (Femme, 45-54 ans, Bac. + 4, 2013)

Oui, je crois que plus on va vers le bas dans les classes sociales, dans les couches sociales et moins les gens font gaffe à des choses comme l'écologie. (Homme, 18-24 ans, Bac. + 3, 2013)

Ben, les agents de l'EDF retraités, vous savez combien ils payent d'électricité ? [Heu, non] ben, 10% de la facture, alors ils peuvent chauffer toute la journée avec les fenêtres ouvertes ! (Homme, retraité, 65 ans et plus, Bac, 2009)

Ces énoncés peuvent être qualifiés de ce point de vue de *protopolitiques*¹¹ (Mauger, 2007) dans la mesure où ils constituent une manière de construire un *Nous*, une ombre découpée par la projection du groupe déviant. Ils se distinguent en cela des énoncés de stigmatisation individuelle que l'on peut requalifier d'*infrapolitiques* puisqu'ils se contentent, dans l'indifférenciation du *on-locuteur*, de maintenir l'ordre social existant sans réinterroger ses fondements politiques, pour ainsi dire sous la ligne de flottaison du collectif – et parfois du réflexif – par une sanction diffuse et dans un silence relatif.

11. Soit « un répertoire d'action collective ancien, protopolitique, c'est-à-dire antérieure à toute entreprise moderne de mise en forme politique » se distinguant ainsi d'un mouvement social organisé (Mauger, 2005, p. 148-149).

Le discernement

Nous proposons de compléter cette description opposant dénonciation et stigmatisation en dégageant ce qui apparaît comme une troisième position énonciative : celle du *discernement*, décrit par la casuistique comme une pratique discursive, c'est-à-dire à la fois une rhétorique et une forme de raisonnement qui conditionne le jugement par la prise en compte des circonstances de l'action. « La science casuistique commence avec l'interrogation, le doute, l'opinion et s'achève avec la probabilité (...). Titius, famélique, vole la riche Domitille ; sorti de la misère, doit-il restituer ? La situation fait naître le doute et suscite l'analyse casuistique jusqu'à la découverte d'une solution vraisemblable » (Gritti, 1968, p. 99) ou dans un sens moderne « acceptable »¹².

Nous décrirons dans un premier temps, ce qui constitue les circonstances méritant selon les personnes interrogées un examen spécifique et, dans un deuxième temps, nous esquisserons, à partir d'une approche grammaticale, une présentation analytique des énoncés d'opinion publique.

Prendre en compte les circonstances : la crise économique, l'énergie et les limites des politiques publiques

La prise en compte de l'évolution du contexte sociopolitique entre l'enquête de 2009 et de 2013 explique des réponses à tonalité plus indulgente. Les conséquences de la crise économique se font sentir partout et détournent l'attention des économies d'énergie dont le principe n'est pas contesté mais dont la nécessité est différée.

Conformément au discours casuistique dont ils épousent le format en deux parties question/réponse (la première exposition du « cas » étant faite dans la question posée), ces énoncés explorent « l'humainement praticable » (Gritti, 1968, p. 104).

Ben, parce que ce n'est pas leur priorité aujourd'hui. Aujourd'hui, il y a bien..., il y a des..., priorités au quotidien qui sont bien plus importantes pour faire [...] Ben, euh, se nourrir, se loger... Joindre les deux bouts... Plutôt que de penser à économiser de l'énergie.... (Homme, Bac. + 2/3, cadre, 2013)

Les réponses dans leurs développements exposent de manière plus ou moins détaillée les différents « cas de conscience » considérés :

– d'autres priorités que les économies d'énergie accaparent l'attention – les enfants, le travail.

12. « La vraisemblance repose sur la conformité des événements et des caractères aux croyances, aux opinions et aux représentations du réel en vigueur, c'est-à-dire le probable » (Mercier, 2009).

Parce que je pense que les gens, ils ont d'autres préoccupations actuellement. Ils pensent à leur boulot, ils pensent à leurs enfants qui n'ont pas de boulot et l'économie d'énergie, ça passe en, ça passe en second. Mais, tout le monde fait attention. (Femme, aucun diplôme, sans activité, 55-64 ans, 2013.)

– Certaines circonstances – la jeunesse particulièrement exposée au chômage, le spectacle insolent de fortunes que l'on soupçonne indues – expliquent la priorité faible donnée aux économies d'énergie.

Ils s'en fichent royalement et qu'ils n'ont pas envie de faire d'efforts! [...] Oh, je vois en particulier dans les jeunes gens qui ont la vingtaine, ils s'en fichent royalement parce qu'eux-mêmes sont désespérés, malgré les études bah le travail n'est pas là, et que ça ne compte pas dans les semaines s'arranger, voilà, donc moi je sens un grand désespoir parmi la jeunesse et je suis pas mal placée pour le savoir que les, les gosses que j'ai en classe ont 9 ans, les parents sont confrontés à des difficultés financières énormes qui ne font que s'aggraver, mes propres enfants donc ont dépassé l'adolescence et cherchent du travail et c'est très dur! Voilà, donc ils en sont à des petits boulots, enfin bref voilà, donc je me dis que y a des fortunes qu'explorent toutes les premières fortunes de France y en a environ une douzaine qui tiennent tout le marché et voilà, ils sont pas prêt à faire d'effort! (Femme, Bac. + 2/3, prof. intermédiaire, 55-64 ans, 2009)

Par ailleurs, il semble que les répondants examinent davantage les modalités liées aux politiques publiques d'économies d'énergie. Ils s'intéressent notamment au coût des investissements à réaliser pour économiser l'énergie.

Ben, heu qu'est ce que je pourrais dire, ben, ouais il y en a qui ne font pas attention. Ben, c'est-à-dire qu'il y en a qui s'en foutent un peu quoi. Non, que ça peut devenir cher. Ben, tout ce qui est au niveau heu comment on appelle ça, les plaques solaires ça a un coût. C'est tout. (Femme, études secondaires, 18-34 ans, 2009)

Tout se passe comme si en 2013, les personnes interrogées prenaient davantage en compte les modalités pratiques des économies d'énergies¹³ que leurs principes dont ils avaient discuté en 2009. Ce sont ces circonstances particulières liées aux mesures d'action publique – pour certaines mises en œuvre dans cette période – qui vont alors expliquer une indulgence plus ou moins appuyée des personnes interrogées.

Ben, je vais vous dire, dans notre situation, nous, nous vivons dans une habitation à loyer modéré, on n'est, on n'est pas maître de la consommation. Mais pour essayer d'économiser de l'énergie, il faudrait que les murs soient mieux protégés. Donc, on n'est pas directement, euh, responsables, quelque part. [D'accord. C'est-à-dire? Mais encore?] Ben, si j'habitais une maison individuelle que je puisse faire une économie d'énergie en mettant des produits spéciaux sur les façades ou sur,

13. L'analyse des mots suremployés (spécificités positives) par vague d'enquête montre qu'en 2009, c'est le tri des déchets ou les économies d'eau qui sont considérés par les personnes interrogées plus que les économies d'énergie.

les toitures pour que ça puisse faire une économie quelconque, oui. Après, ma consommation, elle est ce qu'elle est, mais bon... je suis pas maître de la, de la situation là. C'est la collectivité qui l'est à ma place. (Homme, études secondaires, retraité, 55-64 ans, 2013)

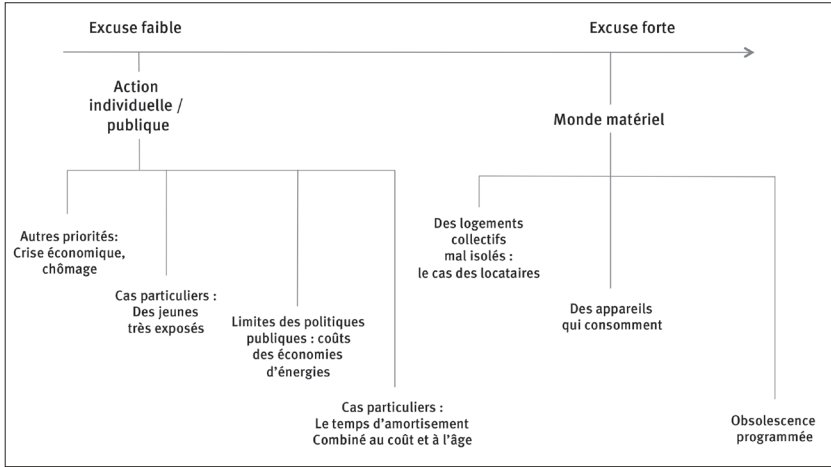
Ben, moi je pense qu'il y a des personnes qui raisonnent un peu comme moi, par rapport au prix, si vous voulez, c'est très cher, alors arriver à amortir ce qu'on nous propose, c'est trop tard pour nous quoi. Quand on nous propose les chauffe-eau solaires ou peu importe, ou tout autre chose, ça coûte tellement cher que nous à notre âge pour l'amortir, c'est trop long, trop cher, trop long, trop de problème ! Moi j'ai des amis qui ont fait ça, les chauffe-eau solaires, au bout de 10 ans il faut le changer ça coûte 3 ou 4 fois plus cher qu'un chauffe-eau normal pour amortir avec un changement tous les 10 ans, ça fait très cher l'amortissement. Pour le moment, rien n'est fiable dans l'avenir. (Homme, aucun diplôme, retraité, 55-64 ans, 2009)

Ces différents exemples montrent des combinaisons parfois sophistiquées de circonstances, de raisons, voire d'autorités : le coût d'un chauffe-eau solaire, sa durée d'amortissement combinés à un âge avancé rendent ainsi peu praticables certaines mesures. Les circonstances s'avèrent plus ou moins contraignantes, certaines tiennent à la conjoncture – qui peut toujours changer –, d'autres renvoient à des politiques plus ou moins durables et sur lesquelles on a peu de prise, voire à des infrastructures faites pour durer : être locataire ou propriétaire, par exemple, change la situation de manière décisive mais aussi vivre en appartement ou en maison individuelle. Ces circonstances nous rendent inégalement maîtres de la situation et par là-même plus ou moins responsables.

On reconnaît ici le propre du raisonnement casuistique, qui après avoir posé un dilemme moral à travers l'instauration d'un cas, mis en balance les circonstances, les contraintes de l'action et le principe, fait appel à des « autorités » pour interpréter la règle, évaluer la force d'une excuse et se résout finalement à une opinion¹⁴ par nature seulement probable sur le degré de culpabilité, voire l'innocence d'un hypothétique prévenu. Curieusement la situation artificielle de l'interrogation d'une enquête par sondage nous rapproche encore d'une forme de raisonnement casuistique : le cas considéré est toujours en effet en partie hypothétique, en partie « réel ». Comme nous le rappelle Jules Gritti, la distinction entre cas possibles et cas réels n'est pas pertinente dans la casuistique : le casuiste puise « tantôt dans son expérience de confesseur [...] tantôt dans les corpus antérieurs de casuistique [...] Le problème ne réside pas dans le réalisme plus ou moins poussé de l'approche, mais dans la "forme" [...] » (Gritti, 1968, p. 105). C'est la question des « conditions de félicité » du raisonnement casuistique liées à sa grammaire que nous devons considérer.

14. « Du *dehors*, toutes les opinions plus ou moins probables conservent leurs chances. À la conscience de choisir, en toute bonne foi, et du *dedans*, l'opinion qui lui donnera la sécurité intérieure, pourvu qu'elle ait de sages partisans ("autorités") et d'excellentes "raisons" ». (Gritti, 1968, p. 102).

Graphique 1 : la gradation des « cas de conscience » liés aux économies d'énergie
(non exhaustif, construit à partir des exemples cités)



L'enquête par sondage à travers une question ouverte permet de recueillir des cas, à la manière des manuels de casuistique à l'usage des confesseurs dédiés à la « conduite des conduites » (Foucault, 2001 [1982]), qui en comp- taient parfois plusieurs milliers¹⁵. Forte de sa situation surplombante, l'en- quête par sondage, héritière des « techniques de subjectivation », sollicite des formes sommaires d'examen de conscience, met en série des cas, fait varier les situations et les circonstances, dresse une carte de « l'humainement prati- cable » et dégage ainsi les linéaments d'une échelle d'évaluation morale des actes et de la force des excuses. À travers l'analyse des réponses, il est ainsi possible de discerner différents types de cas où les économies d'énergie s'avé- reraient plus ou moins aisées à réaliser, par exemple en distinguant ce qui relève d'une action humaine immédiate et de ses circonstances individuelles, de l'action publique et de ses limites ou du monde matériel dans lequel nous sommes pris (graphique 1). À l'image de la gradation des péchés, on peut dres- ser une échelle permettant d'évaluer la force des excuses avancées : partant de la culpabilité (péché mortel sacrilège ou ordinaire, péché grief, péché véniel) jusqu'à la sécurité de conscience (vie morale ordinaire, héroïsme) en passant par le point médian de l'imperfection. Toutefois bien que l'enquête mette en série les cas, elle ne les propose pas à la discussion publique : elle n'est pas un dispositif (politique) de délibération, qui permettrait de dégager une norme hiérarchisant ces cas.

15. Par exemple, P. Milhard, *La vraie guide des curez, vicaires et confesseurs* (Lyon, 1604, in 8°) ou *L'inventaire des cas de conscience contenu es deux tome de nostre guide et au manuel du divin service avec force cas nouveaux pour la pratique des sacrements* (Toulouse, 1611, in 12°) cité par Gay, 2005, p. 178, note 25.

Le renversement : de l'examen des circonstances à l'examen de l'intention

Si l'on considère maintenant non pas l'évaluation (morale) des actes mais au contraire l'évaluation de l'action publique, le rôle de cette casuistique correspond davantage à ce que Pierre Rosanvallon appelle une « descente en généralité » – par opposition à la montée en généralité, qui caractérise souvent « la formulation et la politisation des clivages sociaux » étudiées par la sociologie politique (Leca, 2009). Il s'agit d'examiner tous azimuts la diversité sinon la « totalité des situations existantes » (Rosanvallon, 2008, p. 464) et d'apprécier les modalités d'application de l'action publique en les confrontant à l'hétérogénéité des situations. Le raisonnement casuistique sert donc ici à explorer l'applicabilité d'une règle. Il se situe pourtant encore dans la sphère du *public*, non pas toutefois du côté des *politics* étudiés par la sociologie politique mais bien des *policies* qui intéressent l'analyse des politiques publiques.

Oh, parce que comment faire des économies d'énergie alors qu'on nous pousse à consommer de plus en plus d'appareils qui bouffent de l'énergie, par exemple, comment ne pas consommer de l'énergie quand on cherche un emploi qui nécessite d'avoir un véhicule ? De toute façon on va polluer, et il y a peu de véhicules disponibles moins polluants ou non polluants, heu il n'y a rien qui est développé dans ce sens là. (Homme, Bac. +2/3, prof. intermédiaires, 18-34 ans, 2009)

C'est pourquoi une partie des réponses semblent moins s'appliquer à atténuer la faute de l'agent, et donc à estomper la *stigmatisation*, qu'à *dénoncer* les limites des mesures d'action publique, voire à dénoncer une société (de consommation) injuste nous poussant à consommer et nous reprochant en même temps de trop consommer. Discernement¹⁶ et Dénonciation s'avèrent aussi, comme la Stigmatisation et la Dénonciation, *réversibles* parce qu'elles se présupposent l'une l'autre, la montée appelant la descente en généralité. Mais cette dernière opération suscite souvent une re-politisation du problème à travers les discussions suscitées par les modalités de la solution¹⁷.

Les personnes qui ont pas trop les moyens par exemple, de s'acheter un réfrigérateur qui va consommer euh, moins de..., moins d'énergie... Euh, déjà..., ils sont déjà bien sûr un petit peu plus chers, enfin, tout ce qui est en rapport avec euh, le moins de consommation, c'est toujours un peu plus cher, mais les personnes qui n'ont pas les moyens de se le payer, eh ben, forcément, ils vont peut-être pas forcément acheter quelque chose qui va être moins..., énergivore en fait [...] Finalement, ça touche une certaine classe, parce que les personnes qui arrivent à acheter des produits comme ça, [...] en fait, c'est l'État qui nous impose un peu ça, c'est la

16. Le discernement par sa nature même est couplé à la stigmatisation dont il gradue les effets.

17. F. Chateauraynaud (2011, p. 189 *sqq.*) identifie ainsi une phase de relance ou de rebondissement succédant à la phase de normalisation dans son modèle de balistique sociologique.

société de consommation en fait hein [*C'est-à-dire ?*] Eh ben, c'est-à-dire que maintenant, c'est acheté, et puis, en fait, tout était calculé pour que l'appareil va tomber en rade par exemple deux ans après et puis, quoi qu'il arrive, eh ben, il faudra le remplacer en fait, cet appareil [...] Je pense qu'en fait, là, on n'est que des outils de la société et en fait, malgré ça, faut vraiment s'accrocher pour pouvoir euh..., pour pouvoir essayer de faire par nous-mêmes attention à cette consommation d'énergie. (Femme, Bac. +2, employée, 18-34 ans, 2013)

La circulation entre des positions énonciatives de discernement et de dénonciation ne devrait toutefois pas nous surprendre : c'est précisément celle qu'effectue Pascal de manière inaugurale et à vrai dire au prix d'un renversement d'une grande violence, quand il dénonce le *laxisme* des casuistes : pour lui l'examen sans fin des circonstances de l'action conduit à son contraire, c'est-à-dire à l'examen de la pureté de l'intention. On passe ainsi d'une focalisation externe sur les circonstances de l'action à une focalisation sur l'agent et son intentionnalité. La force polémique des *Provinciales* tient à l'absurdité de la conclusion : le meurtre serait permis dès lors que l'intention serait pure (Gay, 2005, p. 174).

Grammaire des énoncés d'opinion publique

À l'issue de ces analyses, nous avons procédé à une analyse de contenu et recodé manuellement les réponses de la question ouverte afin de construire le tableau ci-dessous. La distinction entre ces formes d'énoncés étant analytique, le classement des énoncés hybrides est nécessairement ambivalent : les énoncés intermédiaires, entre stigmatisation et dénonciation – la stigmatisation collective – ou entre discernement et dénonciation – les jugements graduant la stigmatisation en prenant en considération les limites de l'action publique – ont été classés soit en stigmatisation pour les premiers, soit en discernement pour les seconds. Notre choix décrit donc moins bien la dénonciation – davantage étudiée – au profit de la stigmatisation et du discernement.

Tableau 1 : évolution des types d'énoncés de 2009 à 2013¹⁸

Année d'enquête/types d'énoncés	2009	2013	TOTAL
Stigmatisation	53%	42%	48%
Dénonciation	7%	7%	7%
Discernement	7%	12%	9%
Enoncés résiduels	33%	39%	36%
TOTAL	100	100	100

18. La dépendance est très significative : $\chi^2 = 30,26$, ddl = 3, $1-p = 99,99\%$.

L'analyse détaillée de l'évolution des réponses entre 2009 et 2013 montre que les énoncés de stigmatisation sont moins nombreux sans que les énoncés de dénonciation ne progressent franchement. Par ailleurs, les énoncés échappant à ces deux catégories et à leurs formes intermédiaires ne paraissent pas pouvoir être simplement qualifiés de formes d'*exit* au sens d'Albert Hirschman (1970) comme nous l'avons vu : les personnes interrogées ne se désintéressent pas de la question abordée pour se replier dans le domaine privé mais elles semblent, pour une partie d'entre elles au moins, être engagées dans un autre type d'activité *publique* en rapport avec notre question. En particulier, elles examinent les circonstances de l'action avant de porter un jugement. Ces circonstances sont bien souvent jugées atténuantes, parce qu'elles compliqueraient les actions d'économies d'énergie, ou justifieraient une relâche pure et simple, dans la mesure où les économies d'énergie seraient rendues impossibles.

L'analyse de ces réponses portant sur les économies d'énergie nous a conduit à dégager une série de trois positions énonciatives correspondant à des actes de langage couplés deux à deux : la stigmatisation vs la dénonciation, le discernement vs la stigmatisation et la dénonciation vs le discernement.

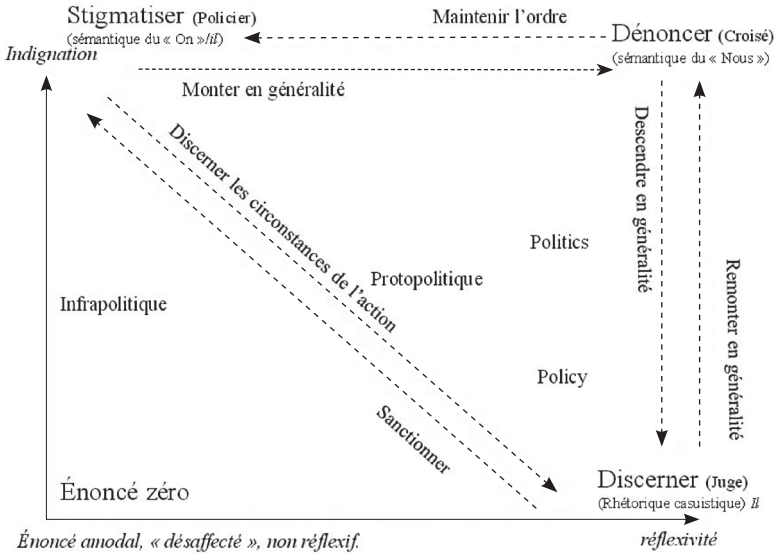
Chacun de ces statuts énonciatifs se définit de manière analytique par opposition aux autres : leurs grammaires actantielles présentent la même structure bien que les actants diffèrent.

Tableau 2 : Grammaires de la stigmatisation, de la dénonciation et du discernement

Type d'acte de langage	Agent	Épreuve	Objet de valeur
Stigmatisation	Police	Sanctionner une déviance	Maintenir une communauté de tradition
Dénonciation	Croisé	Dénoncer une injustice	Construire un collectif
Discernement	Juge	Examiner les circonstances / les modalités de l'action publique	Trouver une solution acceptable à un problème public

L'analyse empirique a montré l'existence d'énoncés intermédiaires, hybrides, comportant des traits relevant de positions hétérogènes : par exemple, la stigmatisation de groupes déviants oscille entre stigmatisation et dénonciation ; ou encore la spécification par un raisonnement casuistique de limites catégorielles aux mesures d'action publique peut conduire à dénoncer leur inefficacité ou leur injustice. La politisation des énoncés sur les économies d'énergie ou leur dépolitisation se laisse en effet saisir selon différentes modalités du fait du caractère réversible des positions énonciatives dégagées.

Le cas le plus simple est celui de la stigmatisation et du discernement : la première peut être modulée par un examen des circonstances de l'action, le discernement peut conduire (ou non) à une sanction.



Graphique 2 : une présentation analytique des énoncés d'opinion

Il est aussi possible logiquement de « passer » de la dénonciation à la stigmatisation – bien que ce cas de figure ne soit pas attesté dans notre corpus : après avoir dénoncé un désordre injuste et établi un ordre juste, il s'agit de maintenir l'ordre en rappelant la nouvelle règle.

Mais l'inverse est aussi possible, la stigmatisation peut se transformer en dénonciation : engagé dans une opération de police (stigmatiser une consommation d'énergie excessive), le locuteur monte en généralité, ce sont les membres d'un groupe particulier qui n'économisent pas l'énergie du fait d'une position indue et privilégiée, qui sont alors désignés comme causes du désordre et comme « déviants ».

La dénonciation ou la justification des valeurs soutenant un ordre peuvent conduire à l'examen des conditions d'application de cet ordre (descente en généralité). Les personnes interrogées précisent les conditions d'application des politiques publiques et indiquent certaines de leurs limites (cf. graphique 2). Inversement, l'examen des conditions d'application des mesures d'action publique peut conduire à une dénonciation de l'ensemble de la politique publique, jugée injuste.

Conclusion

Cette étude suggère l'intérêt d'articuler une approche par la sociologie politique et par les politiques publiques ou, pour le dire autrement, de combiner l'étude du public et de la solution de politique publique (Bouillet, 2015). Les travaux de Philippe Zittoun (2013) ont montré la fécondité des approches discursives des politiques publiques. Il nous semble en effet intéressant de poursuivre cette approche pragmatiste en suivant ces énoncés jusqu'aux publics qu'ils contribuent à former à travers la constitution d'un sens commun (Chateauraynaud, 2011, p. 261), publics qui constituent en quelque sorte une conséquence de ces politiques publiques. C'est cette articulation qui nous permet de comprendre que l'appropriation d'une politique publique passe aussi par des phases de rejet partiel et par des reformulations. En particulier, il nous semble que ce qui peut apparaître comme une déprise normative concernant les économies d'énergie peut être mieux compris comme une forme d'approfondissement du jugement, du fait d'une exploration par le public des conditions d'application de ces mesures. Toutefois, le passage du raisonnement casuistique – l'examen de la singularité de la situation, des circonstances et des conséquences d'une action par un agent, fût-il confronté à un confesseur/sondeur – à une descente en généralité en règle, qui constitue une des formes de politisation, implique de mettre en série ces examens singuliers et d'en proposer un bilan et une discussion publique. Notre étude, bien qu'elle repose sur un sondage expérimental, ne peut que collecter ces énoncés et ces cas ; d'autres dispositifs à finalité plus politique qu'épistémologique, comme le débat public, sont nécessaires pour en organiser l'examen collectif.

Cette étude montre enfin, à propos des politiques publiques sur les économies d'énergie, l'existence d'espaces publics que l'on peut qualifier d'*infra* ou de *proto-politiques* : bien que faiblement politisés, ils donnent lieu à des prises de position et à des formes de délibération. Ces dernières, comme nous espérons l'avoir montré, sont « politisables » dans la mesure où elles peuvent se transformer en dénonciations. Elles ont été caractérisées par ailleurs comme des processus conflictuels, parce qu'elles sont fortement articulées à la reconnaissance de clivages (Haegel, 2005), de valeurs et à des projections identitaires, à la différence des délibérations (Duchesne et Haegel, 2010) – ici des énoncés de discernement – qui considèrent des différences ou des changements d'opinion et relèvent de processus coopératifs.

Cette analyse des clivages, et notamment de leur dimension sociologique, constitue un angle mort de notre approche et un horizon de recherche, d'une part, parce que cette approche est focalisée sur les énoncés d'opinion publique et notamment sur les formes infra- ou proto- politiques de ces énoncés et, d'autre part – mais les deux points sont évidemment liés – parce que les éco-

nomies d'énergies sont faiblement politisées, à la différence d'un enjeu comme le nucléaire (Brouard et *al.*, 2013) : elles n'activent que peu de clivages sociaux et politiques repérables à travers une enquête comme la nôtre. Celle-ci, sans doute, « amplifie » par sa description l'existence de publics et de formes d'attention conjointe au problème des économies d'énergie. Mais ces conjonctions d'attention à la sobriété énergétique se manifestent bien ailleurs que dans notre dispositif d'enquête, dans des espaces publics « réels » bien que fragmentés : discussions entre amis ou collègues¹⁹, arènes sur le web, etc. Toutefois, dans notre enquête, la description sociographique la plus pertinente est celle qui porte sur ce que nous avons appelé des « énoncés zéro » et leurs locuteurs : ce type d'énoncé est caractéristique des jeunes, des non-diplômés et des personnes ayant un intérêt faible pour la politique. Par ailleurs, il caractérise les personnes peu sensibilisées aux enjeux environnementaux et énergétiques. Cette description les distingue fortement du public des économies d'énergie. Ce sont ces « énoncés zéro » et ce non-public²⁰ qui correspondent le mieux à la thématisation proposée par James C. Scott de l'infra-politique : on peut en effet faire l'hypothèse que certains de ces énoncés dissimulent sous leur apparente transparence un texte caché et que ces locuteurs présentent la plupart des propriétés d'un groupe subalterne qui « résisterait » ici aux injonctions du dispositif, celui de l'enquête mais aussi celui de l'action publique.

Ce texte doit beaucoup aux relectures et conseils de la revue *Mots. Les langages du politique*, ainsi qu'aux suggestions et remarques de Sophie Duchesne, Caroline Escoffier, Arthur Jobert et Magali Pierre. Il a été présenté et discuté au séminaire de Francis Chateauraynaud et Jean-Michel Fourniau, « Pragmatisme et conflictualité ».

Références

- ACHARD Pierre, 1995, « Formation discursive, dialogisme et sociologie », *Langages*, n°117, p. 82-95.
- ANSCOMBRE Jean-Claude, 2001, « Le rôle du lexique dans la théorie des stéréotypes », *Langages*, n°142, p. 57-76.
- BECKER Howard, 1985 [1963], *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- BERRENDONNER Alain, 1981, *Éléments de pragmatique linguistique*, Paris, Éd. de Minuit.
- BOY Daniel, BRUGIDOU Mathieu, HALPERN Charlotte et LASCOUMES Pierre, 2012, *Le Grenelle de l'environnement. Acteurs, discours, effets*, Paris, A. Colin.

19. En 2013, 41% des personnes interrogées déclarent « parler souvent ou très souvent des économies d'énergie avec des proches (famille, voisins, collègues, amis) ».

20. Par analogie avec la « non-attitude » de P. Converse.

- BOLTANSKI Luc, 1984, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, p. 3-40.
- BOUILLET Jérémy, 2015, « Opinion publique ou opinion des publics : qui s'engage et comment s'engage-t-on dans les questions d'énergie ? », *Secondes journées internationales de sociologie de l'énergie*, Tours, juillet 2015.
- BROUARD Sylvain, GUGOU Florent, GUINAUDEAU Isabelle et PERSICO Simon, 2013, « Un effet de campagne : le déclin de l'opposition des français au nucléaire en 2011-2012 », *Revue française de science politique*, vol. 63, n°6, p. 1051-1079.
- BRUGIDOU Mathieu et MOINE Michèle, 2010, « Normes émergentes et stigmatisation. Une analyse comparative à partir des deux questions ouvertes sur les raisons de ne pas trier les déchets et de ne pas faire d'économie d'énergie », *Statistical Analysis of Textual Data Proceedings of 10th International Conference* 9-11 June 2010, S. Bolasoco, I. Chiari, L. Giulano éd., Milan, Edizioni universitaria di Lettere Economi Diritto, p. 885-896.
- BRUGIDOU Mathieu et GARABUAU-MOUSSAOUI Isabelle, 2013, « From energy policies to energy-related practices in France : the figure of the "consumer citizen" as a normative compromise », S. Fudge, M. Peters, S. Hoffman, and W. Wehrmeyer éd., 2013, *The Global Challenge of Encouraging Sustainable Living*, Cheltenham, E. Elgar, p. 143-163.
- BRUGIDOU Mathieu, 2013, « L'institutionnalisation de la norme sociale entre stigmatisation et dénonciation », *Langage et société*, n°144, p. 85-105.
- CAILLOT Philippe et MOINE Michèle, 2001, « Mais quelle est la réponse ? », *Journal de la Société française de statistique*, t. 142, n°4, p. 73-90.
- CHATEAURAYNAUD Francis, 2011, *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Paris, Éd. Petra.
- DUCHESNE Sophie et HAEGEL Florence, 2001, « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *EspaceTemps*, n°76-77, p. 95-109.
- DUCHESNE Sophie et HAEGEL Florence, 2010, « What political discussion means and how do the French and (French-speaking) Belgians deal with it ? », M. Wolf, L. Morales & Ken'ichi Ikeda éd., *Political Discussion in Modern Democracies. A Comparative Perspective*, London, Routledge, p. 44-61.
- ESTRYN-BEHAR Madeleine, LEIMDORFER François et PICOT Geneviève, 2010, « Comment des médecins hospitaliers apprécient leurs conditions de travail : Réponses aux questions ouvertes d'une enquête nationale », *Revue française des affaires sociales*, n°4, p. 27-52.
- FOUCAULT Michel, 1969, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT Michel, 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT Michel, 2001 [1982], « Le sujet et le pouvoir », *Dits et écrits (1954-1984)*, Paris, Gallimard, t. 2, p. 1041-1062 [texte n°306].
- GAY Jean-Pascal, 2005, « La théologie morale dans le pré : la casuistique du duel dans l'affrontement entre laxisme et rigorisme en France au XVII^e siècle », *Histoire, économie et société*, vol. 24, n°2, p. 171-194.
- GOFFI Jean-Yves, 2001, « La nouvelle casuistique et la naturalisation des normes », *Philosophiques*, vol. 28, n°1, p. 87-107.

- GRITTI Jules, 1968, « Deux arts du vraisemblable : I. La casuistique », *Communications*, n° 11, p. 99-114.
- HAEGEL Florence, 2005, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivages en France », *Revue Internationale de politique comparée*, vol. 12, n° 1, p. 35-45.
- HIRSCHMAN Albert, 1970, *Exit, Voice, and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- JONSEN Albert et TOULMIN Stephen, 1988, *The abuse of casuistry. A History of Moral Reasoning*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press.
- KAUFMANN Laurence, 2002, « L'opinion publique ou la sémantique de la normalité », *Langage et société*, n° 100, p. 49-79.
- KAUFMANN Laurence, 2010, « Faire "collectif" : de la constitution à la maintenance », L. Kaufmann et D. Trom éd., *Qu'est-ce qu'un collectif? Du commun à la politique*, Paris, Éd. de l'EHESS, p. 331-372.
- LECA Jean, 2009, « L'État entre *politics*, *policies* et *polity*, ou "comment sortir du triangle des Bermudes?" », communication au 10^e congrès de l'Association française de science politique, Grenoble, 7-9 septembre 2009 <<http://www.congresafsp2009.fr/sectionsthematiques/st3/st3leca.doc>> (consulté le 7 octobre 2016).
- LEIMDORFER François, 2010, *Les sociologues et le langage*, Paris, Éd. de la MSH.
- LEIMDORFER François, 2011, « Analyser les interactions dans le discours : les interactions discursives proches et lointaines et les limites de la situation en discours », *Recherches qualitatives*, vol. 30, n° 1, p. 158-177.
- MAUGER Gérard, 2006, *L'émeute de novembre 2005, une révolte protopolitique*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du Croquant.
- MERCIER Andrée, 2009, « La vraisemblance : état de la question historique et théorique », *Temps zéro*, n° 2 <<http://tempszero.contemporain.info/document393>> (consulté le 21 juillet 2016).
- MILLS Charles Wright, 1940, « Situated Actions and Vocabularies of Motive », *American Sociological Review*, vol. V, n° 6, p. 904-913.
- PERELMAN Chaim et OLBRECHT-TYTECA Lucie, 1992, *Traité de l'argumentation : la nouvelle rhétorique*, Paris, PUF.
- PAUTARD Eric, 2009, *Vers la sobriété électrique, politiques de maîtrise des consommations et pratiques domestiques*, Thèse de Doctorat, sociologie, Université Toulouse II-Le Mirail.
- PHARO Patrick, 2004, « L'enquête en sociologie morale », *L'Année sociologique*, vol. 54, n° 2, p. 359-388.
- REINERT Max, 1993, « Les "mondes lexicaux" et leur "logique" a travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars », *Langage et Société*, n° 66, p. 5-39.
- ROSANVALLON Pierre, 2008, « Histoire moderne et contemporaine du politique. Les métamorphoses de la légitimité : la démocratie au XXI^e siècle, III », *Annuaire du Collège de France 2007-2008*, n° 108, p. 459-468 <<http://annuairecdf.revues.org/154>> (consulté le 7 octobre 2016)
- SCOTT James C., 2008, *Domination et les Arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éd. Amsterdam.

ZENETTI Marie-Jeanne, 2011, « Transparence, opacité, matité dans l'œuvre de R. Barthes, du *Degré zéro de l'écriture* à *L'Empire des signes* », *Appareil*, n° 7 <<http://appareil.revues.org/1201>> (consulté le 21 juillet 2016).

ZITTOUN Philippe, 2013, *La fabrique politique des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po.